

Conférence de presse du Président Emmanuel Macron et du Président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky.

Emmanuel MACRON

Monsieur le Président, cher Volodymyr, Messieurs les ministres, Messieurs les ambassadeurs, Mesdames et Messieurs. C'est un plaisir et un honneur d'accueillir de nouveau à Paris le président Volodymyr ZELENSKY. Merci, cher Volodymyr, d'être là. Et à travers vous, c'est à toute la nation ukrainienne que la France adresse un message d'amitié et de soutien qui est clair et sans ambiguïté.

Nous sommes et nous resterons résolument aux côtés de l'Ukraine. Il en va de l'intérêt du continent européen et de notre sécurité. Depuis plus de 3 ans, l'Ukraine mène un combat qui dépasse ses seules frontières, c'est le combat de la liberté contre l'oppression, du droit contre la brutalité. Nous avons en effet changé d'air et l'agressivité de la Russie ne constitue pas qu'un défi à l'ordre global et à la stabilité du monde, elle impacte aussi très directement notre sécurité en Europe. Nous sommes depuis quelques semaines dans une phase décisive pour parvenir à mettre un terme à la guerre d'agression de la Russie. Je salue ici l'initiative du président TRUMP qui vise à aboutir au plus vite à une diminution, puis à une cessation des hostilités dans un séquençage qui doit nous aider à parvenir à une paix solide et durable qui garantisse la sécurité de l'Ukraine et la stabilité sur notre continent. Et ces dernières semaines, nous avons très régulièrement échangé avec vous, cher Volodymyr, Monsieur le Président, comme avec le président américain Donald TRUMP, et avec nombre de collègues que nous retrouverons d'ailleurs demain sur ce sujet.

À Djeddah, le 11 mars dernier, l'Ukraine a clairement exprimé aux États-Unis son accord pour un cessez-le-feu complet et sans conditions préalables pour une durée de 30 jours, alors même que c'est elle qui est victime de l'agression. Nous attendons le même engagement de la part de la Russie. Ces derniers jours, les États-Unis ont échangé, grâce à l'hospitalité de nos amis saoudiens que je tiens à saluer, avec la Russie et l'Ukraine afin de faire cesser, dans un premier temps, les frappes sur des infrastructures énergétiques et de travailler à un cessez-le-feu en mer Noire. Ces mesures peuvent constituer un premier pas vers un cessez-le-feu plus large, ouvrant la voie à la construction d'une paix qui garantisse la sécurité de l'Ukraine, même si je constate la volonté aujourd'hui clairement établie par la Russie de réécrire ou de réinterpréter ce qui aurait été discuté ou agréé en listant de nouvelles conditions. Loin de prouver qu'elle veut vraiment la paix, la Russie continue de fait, jour après jour, de frapper intensément le territoire ukrainien, y compris des cibles civiles. Ces frappes, nous les condamnons et elles doivent absolument cesser.

Au total, là où vous avez su, Monsieur le président, prendre le risque de la paix, en proposant et en acceptant ce cessez-le-feu de 30 jours en air, mer et sur les infrastructures civiles, à date, la Russie n'a apporté aucune réponse solide et, par ses actes, elle a montré sa volonté de guerre et de continuer l'agression. Nous avons pris des décisions importantes lors du dernier Conseil européen, et l'approche de la paix par la force est celle que nous continuons à poursuivre. Et c'est pourquoi la discussion que nous venons d'avoir, que nous continuerons tout à l'heure, et le sommet que nous tenons demain pour bâtir cette paix solide et durable pour l'Ukraine et pour l'Europe, va nous permettre d'aborder plusieurs points.

D'abord et avant toute chose, le soutien immédiat à l'Ukraine. Nous devons le poursuivre. Il est nécessaire pour continuer la résistance. Et j'ai pu annoncer aujourd'hui 2 milliards d'euros supplémentaires de soutien de la France sur le plan militaire à l'Ukraine. La France, depuis le début, vous le savez, apporte des capacités qui répondent aux besoins prioritaires des forces armées ukrainiennes. Et nous avons préparé une aide supplémentaire avec des missiles anti-chars MILAN, des moyens de défense aérienne, comme des missiles MICA, qui équipent les MIRAGE qui ont été livrés, ou encore des missiles de défense sol-air MISTRAL. Pour tenir sur le front, les armées ukrainiennes recevront également des blindés VAB, des chars AMX-10 RC, mais également de nombreuses munitions, dont certaines téléopérées ou des drones. Et nous avons aussi avancé sur les coopérations en matière satellitaire ou d'intelligence. Et ce soutien sera complété également par des productions d'équipements en Ukraine, grâce aux partenariats noués avec nos entreprises de défense. Ces 2 milliards d'euros de soutien, c'est une part de ce premier volet et notre volonté demain est de mobiliser tous les partenaires qui seront présents pour continuer ce soutien immédiat à l'Ukraine.

Le deuxième élément de la discussion portera sur le cessez-le-feu durable, en s'assurant qu'il puisse être observé et respecté. Ce sera une partie importante des travaux que nous mènerons demain avec nos collègues européens pour précisément bâtir ce séquençage, un cessez-le-feu mesurable de court terme, les discussions politiques et ensuite, et qui pourra être consolidée et pleinement suivie.

Le troisième élément de discussion concernera le format futur de l'armée ukrainienne. Car la première garantie de sécurité pour l'Ukraine de demain, une fois la paix signée, ce sera d'avoir un format d'armée crédible qui permette de dissuader toute nouvelle agression et de résister éventuellement à de nouvelles attaques de l'armée russe. Et nous aurons l'occasion de revenir en détail demain sur ce volet.

Le quatrième élément, ce seront les forces de garantie dans le cadre d'un accord de paix, non pas sur la ligne de front, mais en deuxième rideau, comme une réserve stratégique, si l'on peut dire, pour aider à dissuader toute nouvelle agression russe, là aussi. Les travaux des chefs d'État-major ces dernières semaines ont permis de progresser sur la planification de propositions d'options solides, Ce sera aussi une part de discussion de demain. Tels seront les 4 éléments qui structureront nos échanges demain et dont l'objectif, vous le voyez bien, est de permettre à l'Ukraine de maintenir la situation sur le terrain et de résister à l'agression russe, mais aussi de construire les éléments crédibles de cette paix durable que nous appelons de nos vœux, quelle que soit l'évolution des discussions.

En tout cas, je veux ici le redire avec force, la France poursuivra son engagement, elle le fera en soutien des efforts américains, en concertation avec ses partenaires européens et alliés, et avec une détermination qui ne faiblira pas. Nous avons toutes ces dernières semaines, je l'ai dit, échangé en permanence avec le président ZELENSKY, j'ai échangé quasiment quotidiennement avec le président TRUMP aussi, et nous avons mené un travail très étroit avec nos partenaires britanniques, avec qui le travail s'est fait main dans la main, et avec aussi nos principaux partenaires européens, qui seront présents autour de nous demain. Je veux être très clair ce soir. La Russie ne saurait avoir un droit de regard sur le soutien que nous apportons et que nous apporterons à l'Ukraine, ni ne saurait dicter les conditions de cette paix durable, parce qu'il en va de la souveraineté de l'Ukraine et parce qu'il en va de la sécurité de tous les Européens. Monsieur le Président, cher Volodymyr, vous recevoir ce soir est à nouveau pour nous un privilège. Vous incarnez la résistance d'un peuple qui refuse de plier face à l'inacceptable, face à la force brute ou au fait accompli. Et cette résistance force le respect de tous les Européens. Elle force le respect des Françaises et des Français, parce que nous savons aussi que c'est de notre sécurité dont il s'agit. C'est pourquoi vous pouvez compter et pourrez compter sur le soutien et l'engagement de la France à vos côtés, parce que l'Ukraine mérite la paix, et que pour vous avoir vu ici, un soir de décembre 2019, dans une discussion à l'époque avec le président POUTINE et la chancelière MERKEL, j'ai vu combien vous vous battiez pour préserver cette paix. Je ne laisserai réécrire aucunement l'histoire par certains. Il n'y a qu'un agresseur, il n'y a qu'un résistant. L'agresseur, c'est la Russie, le résistant, c'est vous. Et les Européens, comme les Américains, n'ont pas d'autre choix que celui de leur histoire, du respect du droit international et du respect de leur propre sécurité. Merci d'être là, et nous serons là aussi.

Animateur

Merci. Nous passons désormais aux questions.

Journaliste

Une question pour le président Emmanuel MACRON, Monsieur le Président, vous avez, vous aussi, parlé de force de réassurance. Que dites-vous à ce conseiller ukrainien qui dit, « nous ne voulons pas de force de maintien de la paix, nous voulons des soldats prêts à se battre ». Quelle force envisagez-vous pour l'Ukraine ? Est-ce que c'est une force de maintien de la paix ? Est-ce que c'est une force combattante ? Et que se passerait-il si le cessez-le-feu était violé ? Est-ce que cela veut dire que les soldats envoyés en Ukraine, en deuxième rideau, comme vous l'avez dit, seraient amenés à combattre ? Merci.

Emmanuel MACRON

Bien, la Russie veut quoi ? Conquérir le maximum de territoires en Ukraine. L'Ukraine veut quoi ? Les libérer ? Notre souhait, c'est qu'une paix solide et durable se fasse. Est-ce que la question territoriale sera intégralement réglée ? Ça fera partie de la discussion, mais elle sera très difficile. Et donc, il y aura inmanquablement, à l'issue de cette discussion, une ligne de front avec des territoires occupés. Cette situation, nous la connaissons. Face à cette situation, il faut qu'il y ait un mécanisme qui permette de garantir la non-violation de ce cessez-le-feu. En tout cas, qui permette d'observer les choses. Alors, soit c'est un mécanisme *ad hoc*, et par les observations satellitaires, on sait dire qui fait quoi. Soit, je vous rappelle, c'est ce qui a prévalu entre 2014 et 2022, ce fut l'OSCE, qui était chargée de regarder les violations. Ça n'est aujourd'hui pas le souhait du président. On parlera en détail demain avec les partenaires, mais ça peut être une option. Ça peut être aussi un mandat des Nations unies qui déploierait à ce moment-là des troupes de maintien de la paix avec une opération *ad hoc*. Ce n'est pas cela dont on parle quand on parle de garantie de sécurité. Et il faut faire ce distinguo parce que sinon la confusion s'installe à chaque fois.

Sur la ligne de front, ce ne seront pas des troupes européennes qui seront déployées. Sur la ligne de front qui sera l'une des résultantes de l'accord de discussion, il y aura les belligérants d'hier des deux côtés, donc il y aura d'un côté les armées russes, de l'autre côté les armées ukrainiennes, et ça fera partie des discussions, dès qu'un cessez-le-feu provisoire sera décidé, ça fera partie des discussions pour une paix durable de savoir quel est le mécanisme potentiellement de maintien de la paix, de suivi ou de surveillance. On en parlera demain. Ce n'est pas à nous de le préempter, c'est à nous d'apporter de la réassurance là-dessus, il y a peut-être un cadre et un soutien si le choix qui est fait par l'Ukraine est celui des Nations unies, mais ça, c'est le cadre d'opérations de maintien de la paix éventuellement et de ce qui se passe sur la ligne de front.

Ensuite, pour garantir la sécurité, ce qui n'est pas la même chose que maintenir la paix, pour garantir la sécurité, qui est au fond de se dire si demain la Russie, comme elle l'a fait à chaque fois, je vous rappelle, venait à reprendre une opération dans 3 ans, dans 5 ans, que se passe-t-il ? Qu'est-ce qui fait qu'on ne reproduit pas les erreurs d'hier ? Première chose, le format de l'armée ukrainienne. C'est la première chose. Pourquoi ? Parce que c'est aujourd'hui, de fait, la plus grande armée d'Europe. Et donc, tout le travail qu'on a commencé, qu'on va poursuivre, c'est de se dire : quel est le format d'armée ukrainienne et quelles sont les capacités dans la main de cette armée ukrainienne qui lui permet de dissuader une nouvelle agression russe ou de résister à celle-ci. Et donc là, c'est un travail à la fois militaire, programmation, de formation capacitaire et de soutien dans la durée à cette armée des Européens, parce qu'en quelque sorte, elle est l'avant-garde de notre sécurité collective. Ça, c'est le premier levier de la garantie de sécurité que j'ai bien distinguée d'une opération de maintien de la paix. Et ensuite, ce sur quoi on travaille, pour donner aussi des cartes à nos amis ukrainiens, ce sont d'autres formes de garantie de sécurité en soutien, ces fameuses forces de garantie ou de réassurance. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que des forces européennes, sur une base, sur des choix nationaux, pourrait être amenées, et ça, ça fait partie de la discussion, on donne notre disponibilité. Ça dépend des discussions qu'il y aura, mais c'est une carte à la main du président.

Il pourrait être amené à tenir des positions dans la zone de paix en territoire ukrainien.

Donc le but de ces forces armées ne serait ni d'être sur la ligne de front, ni d'être engagés au premier jour face aux forces russes, mais d'être des forces qui dissuadent, là aussi, les Russes de réattaquer et qui, en tenant des villes importantes, des bases stratégiques, marquent un soutien clair de plusieurs gouvernements européens et alliés, 2) permettent d'avoir peut-être des soutiens logistiques ou de la formation sur sol aussi ukrainien et 3) indique très clairement que s'il y avait une agression généralisée à nouveau contre le sol ukrainien, ces armées seraient de fait attaquées. Et ensuite, c'est le cadre d'engagement qui est toujours le nôtre. Nous, nous avons des soldats qui, quand ils s'engagent et sont déployés, sont là pour réagir et répondre aux décisions du chef des armées, et s'ils sont dans une situation de conflit, d'y répondre. Et je ne vois pas pourquoi on se poserait des questions sur l'Ukraine qu'on ne s'est jamais posées ailleurs quand on a été déployé à bien des égards dans un cadre qui est clair.

On n'est pas sur le front, on n'est pas pour aller se battre, mais on est là pour garantir une paix durable. C'est une approche pacifiste. Et les seuls qui déclencheraient, à ce moment-là, un conflit ou une situation belliqueuse, ce seraient les Russes s'ils décidaient une nouvelle fois de lancer une agression. Voilà le cadre strict sur lequel nous sommes en train d'avancer. C'est un texte franco-britannique. Il y a eu tout un travail qui a été fait par les chefs d'État-major à Londres, à Paris, et sur lequel on va poursuivre. Voilà la clarification entre ces différentes missions et ce sur quoi nous serions engagés. En vérité, ce sont des cartes qui sont aussi à la main des Européens et des Ukrainiens dans une négociation qui, à un moment, va arriver.

Journaliste

Selon les résultats des pourparlers que le Kremlin a rendus publics, on voit que Moscou essaie de pousser la levée des sanctions contre les conditions de sécurité en mer Noire. TRUMP a déclaré qu'il allait étudier cette proposition. Monsieur le Président MACRON, vous et vos collègues européens, que pensez-vous de ces exigences russes ? Avez-vous discuté de cet aspect avec le président TRUMP, puisque vous avez dit que vous avez des contacts étroits avec eux. Et quelle est la position de votre État quant à cette exigence de la Russie ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, bon, d'abord, ces derniers jours, on a dit tout et n'importe quoi sur la mer Noire. Ceux qui ont fait de la mer Noire un théâtre de bataille, qui ont fragilisé les routes du commerce international, et en particulier pour alimenter l'Afrique ou ailleurs, ce sont les Russes, les seuls. À plusieurs reprises, nous avons dégagé des chemins de paix, des routes céréalières, avec un engagement que je veux saluer, ces dernières années, de la Turquie, qui a un rôle tout particulier quand il s'agit de la mer Noire, par les traités internationaux. Mais quand j'entends que ce seraient les Européens ou d'autres qui auraient une responsabilité sur ce qui s'est passé en mer Noire, c'est une drôle de façon de réécrire l'histoire. La folie. C'est totalement faux.

Maintenant qu'on avance, c'est très bien, ça fait partie de la proposition qui a été agréée par le président ZELENSKY, cessez-le-feu en mer, dans les airs, sur les infrastructures civiles. Donc, il faut que les Russes y viennent. Mais c'est un cessez-le-feu temporaire, partielle, qui doit permettre de commencer à discuter une paix durable. Pour moi, la question des sanctions, elle doit rentrer dans le cadre de ce règlement de la paix durable et solide. Et donc, j'adhère au concept de paix par la force, posé par le président TRUMP lui-même. Comme il est cohérent, je le connais, la paix par la force, ce n'est pas de commencer par enlever les sanctions avant d'avoir reçu ou vérifié, quoi que ce soit. Je pense que la question des sanctions, elle viendra à un moment donné. Mais pour le moment, je vois un pays qui a été agressé, qui a déjà fait un geste d'accepter un cessez-le-feu sans condition de 30 jours, et de l'autre côté, l'agresseur qui, lui, met des conditions et n'a même pas accepté cela. On ne va pas lever les sanctions, ou alors ça veut dire qu'on part en capilotade. Non, la question des sanctions viendra, mais elle viendra en temps voulu, dans le règlement d'une paix solide et durable, donc c'est beaucoup trop tôt. Je noterai, si la Russie dit demain qu'elle revient aux frontières internationalement reconnues, on respecte les choses, évidemment, les sanctions seront levées. Au fond, les sanctions, ça ne dépend que du choix d'agression de la Russie, et donc ça ne dépend pour les lever que du choix de la Russie à se conformer au droit international.

Journaliste

Bonjour. Une question pour le Président français. Vous avez évoqué un nouveau package de 2 milliards. Est-ce que vous pouvez nous dire en quoi il consiste et à quelle échéance il sera disponible ? Et je crois que vous n'avez pas exactement répondu à la question de mon confrère sur est-ce qu'on peut aujourd'hui faire confiance à l'administration TRUMP qui avait promis un cessez-le-feu, un deal rapide et qui, finalement, aujourd'hui, propose et s'engage vers un cessez-le-feu, aujourd'hui, incomplet, comme vous l'avez dit également.

Emmanuel MACRON

D'abord, je ne ferai pas de procès d'intention. Je pense que l'administration américaine a engagé des discussions et que tout ce qui permet de contribuer à une paix, en condition qu'elle soit, encore une fois, solide et durable, est bon. Moi, j'attends la fin demain de la négociation. Et surtout, nous avons notre rôle à y jouer. C'est tout le travail utile qu'on fait depuis plusieurs semaines.

D'abord, par le contact permanent que nous avons avec les Américains pour que les conditions de sécurité, dans la durée, des Ukrainiens, soient prises en compte et que les nôtres aussi soient prises en compte. Et ensuite, pour nous, faire tout notre travail, parce que quoi qu'il arrive, on a... c'est les 4 éléments que je vous ai détaillés et qui seront au cœur des échanges de demain, mais on doit continuer aussi longtemps qu'il n'y a pas de cessez-le-feu à soutenir l'Ukraine dans sa résistance. On doit véritablement travailler chaque détail du cessez-le-feu et de son respect, qu'il soit temporaire et après, quand ce sera la paix durable, et on doit bâtir ces garanties de sécurité. Donc, on est au travail, et il est trop tôt pour répondre à cette question de manière définitive. On est au travail, on est engagés, on fait part de nos exigences et on avance. Je pense que tout ce qui permet d'aller vers la paix est une bonne chose, donc je ne ferai pas de procès d'intention à qui que ce soit.

Pour ce qui est des deux milliards, les ministres pourront les détailler, mais je vous ai déjà donné une partie de capacité. Nous avons des capacités qui sont disponibles dans nos stocks et qui sont encore délivrables et ceci parce que nous avons aussi en permanence des matériaux qu'on rachète à travers notre loi de programmation militaire. C'est exactement ce qu'on a fait, par exemple, avec les MIRAGE. On accélère le renouvellement. Et donc, tout ce qu'on rend disponible, on le propose dans les catégories qui sont utiles à nos partenaires ukrainiens parce que ces 3 dernières années, on a acquis une intimité, on sait ce qui est utile et ce qui marche sur le combat. Et donc on a un premier bloc pour quelques centaines de millions de capacités qui sont en stock, qu'on peut livrer très vite. On a ensuite toutes des capacités, c'est-à-dire des véhicules blindés, c'est-à-dire des missiles, c'est-à-dire des CAESAR, qui sont là, des choses qu'on fait produire par nos industriels et qu'on achète. Et donc ça, ça fait partie de ce mécanisme d'économie de guerre, ce sont des choses qui se livrent. Certaines sont en train d'être prêtes, d'autres vont arriver dans les semaines à venir, et donc on a un calendrier, on priorise selon les besoins. Et puis après, on a des capacités d'observation satellitaires ou autres, qui font partie de cet ensemble. Enfin, on a des coproductions, c'est-à-dire qu'on finance avec cette enveloppe pour partie des co-productions de drones, d'instruments qui sont utiles, et pour accélérer les délais, là aussi, les ministres regardent ça de manière très fine, eh bien de permettre à nos industriels d'aller coproduire avec des partenaires ukrainiens, ce qui permet d'aller parfois beaucoup plus vite, de réduire les coûts et d'être au plus près du théâtre d'opération. Voilà les catégories qu'il y a dans ces deux milliards d'euros qui ont été valorisés.

Animateur

La conférence de presse est terminée. Merci à tous.